



27 AVR. 2015

**DIRECTION
DE L' ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE**

SOUS-DIRECTION DE L' ÉTAT MAJOR DE SÉCURITÉ

Bureau de la sécurité pénitentiaire
EMS 2

NOTE

à l'attention de

Mesdames et Messieurs les directeurs
interrégional des services pénitentiaires

Dossier suivi par : Laurent COUSSON (SCERIS)
Dossier 2015
Notes 2015
DISP – cadre engagement ERIS en mission sécur travaux – 16 04 15

OBJET : cadre d'engagement des équipes régionales d'intervention et de sécurité pour des missions de sécurisation de travaux.

RÉF. : - circulaire du 12 décembre 2012 portant sur l'usage de la force et des armes dans l'administration pénitentiaire.
- arrêté du 24 mai 2014 portant règlement d'emploi des fonctions spécialisées.

Plusieurs sollicitations d'engagement d'ERIS pour des sécurisations de travaux présentées ces derniers mois à la SCERIS m'amènent à préciser, par la présente note, le cadre dans lequel ce type de mission peut effectivement être envisagé.

Il est clairement établi qu'un dispositif de sécurisation impliquant la présence de personnels ERIS en dehors de l'enceinte ne peut être entériné, y compris lorsque la fragilisation engendrée par les travaux rend possible, ou facilite, des projections. Si les conséquences potentielles de celles-ci ne peuvent être négligées, qu'il s'agisse de trafics ou de règlements de compte, la sécurité extérieure des établissements pénitentiaires relève des forces de sécurité intérieure de façon systématique, pendant comme en dehors des périodes de travaux. A ce titre, il importe que les autorités judiciaires et préfectorales soient saisies au tant que de besoin de difficultés de ce type afin qu'elles puissent mettre en œuvre toute mesure utile.

Certes, sur le principe, l'article 39 de l'arrêté du 22 mai 2014 portant règlement d'emploi des fonctions spécialisées attribue aux ERIS, entre autres missions, celle de "*dissuader et prévenir les mouvements lorsque les détentions sont fragilisées soit par les suites d'un mouvement collectif, soit par l'affaiblissement momentané du dispositif de sécurité*". Toutefois la circulaire du 12 décembre 2012 vient limiter cette possibilité de recours à des personnels pénitentiaires -ERIS ou non- pour des missions de sécurisation de travaux.

DAP

Adresse postale : 13, place Vendôme - 75042 PARIS Cedex 01
Bureaux situés : 8 - 10, rue du renard - 75004 PARIS
Tél. 01 44 77 60 60 - Fax. 01 49 96 28 00

Ce texte ne prévoit pas, en effet, le positionnement fixe de personnels sur un domaine pénitentiaire en dehors de l'enceinte.

En outre, l'engagement des ERIS ne doit être envisagé à l'intérieur du mur d'enceinte qu'à la condition d'autre que leur présence apporte effectivement une plus-value par rapport à un dispositif susceptible d'être déployé en interne par l'établissement. Ainsi apparaît-il a priori légitime, par exemple, de positionner des ERIS de façon continue dans un chemin de ronde lorsqu'il est nécessaire d'ouvrir une brèche dans un mur d'enceinte, mais il ne l'est pas -sauf éléments de contexte particulier- de les solliciter sur une longue période dans le cadre d'une réfection d'un mirador où le mur d'enceinte demeure intact et où des rondes peuvent donc être assurées par des personnels de la structure (au besoin après qu'ils auront bénéficié d'une formation spécifique pour laquelle l'ERIS pourra être mise à contribution).

Mes services, et particulièrement la SCERIS, sont à votre disposition dès que la sécurisation de travaux semble devoir être envisagée. Ainsi, en cas de constat qu'un engagement ERIS semble soit injustifié, soit hors cadre réglementaire, une solution alternative pourra plus aisément être anticipée.

Le sous-directeur de
l'état-major de sécurité



Bruno CLÉMENT-PETREMAN